

Conseil départemental du 22 janvier 2014.

Camarades,

Le président de la république a présenté ses vœux aux forces vives de la nation et aux partenaires sociaux le 21 janvier dernier.

L'occasion pour lui de détailler son « pacte de responsabilité » en faveur de l'emploi et de nous prouver, s'il en était, que nous avons eu raison de nous méfier de cet énergumène et de ses sbires.

Lors de ce « coming out », de ces vœux, nous avons plutôt pris connaissance de la mise en place rapide d'un pacte « d'irresponsabilité social ».

En effet les annonces libérales faites par le président Hollande sont en effet un « coming-out » en faveur d'un système libéral qui se frotte les mains et sabre le champagne.

Ses annonces perpétuent la casse initiée par la droite et sont une attaque profonde du modèle social français, une casse qui perdure une casse qui enterre toujours et encore le travail du CNR et de ses avancées sociétales et sociales.

Le président Hollande a ainsi confirmé avec 30 milliards de baisse de cotisations familiales sur 3 ans en faveur des employeurs, une refonte de la fiscalité pour l'aligner sur les dictats de l'Europe et une simplification des démarches administratives pour les entreprises, son allégeance au système libéral.

Il faut se rendre compte que les perdants de cette affaire sont une nouvelle fois les ouvriers les sans grades et les invisibles qui vont payer très cher le racket organisé par le patronat sur la solidarité nationale.

Le constat sans complaisance que nous devons faire sur cette présidence est en réalité celui que François Hollande à l'instar de son prédécesseur, travaille seul dans le cadre d'une Vème république à bout de souffle, d'une Vème vidée de sa substantifique moelle parlementaire.

Il travaille seul, oui !!, en monarchie avec le Medef qui s'agite en sous main, manipulant la marionnette « social démocrate » à grand coup de butoir.

Le président se donne 6 mois pour mettre en avant son pacte de responsabilité avec un parlement et des organisations de salariés incitées sommées de se soumettre aux exigences du Medef, de Gattaz, du grand patronat.

Le 6 février sera un moment important, une date cruciale pour empêcher ce mauvais coup fait au monde du travail.

Car en ce début d'année 2014, la peur de perdre son emploi, l'angoisse du lendemain des difficultés financières sont à la tête des préoccupations des salariés.

Avec l'exigence d'un pacte de responsabilité sociale nous exigeons, revendiquons haut et fort que les richesses créées par notre travail doivent revenir prioritairement aux besoins sociaux des français !!

Faisons prendre conscience de l'importance fondamentale dans une Ste qui se dit moderne de créer des emplois de qualité, l'importance de revaloriser le SMIC, Smic qui demeure un levier, à la disposition du gouvernement, en terme de salaires minimum, soit, mais aussi pour favoriser les dynamiques salariales.

La revalorisation du SMIC de 1.1%, application stricte des règles automatiques de revalorisation va systématiquement dans le sens du patronat qui idéologiquement fait du salaire, même minimum, une « charge » nuisant à l'emploi.

Nous sommes ici convaincus que la hausse des salaires et, dans un autre domaine la revalorisation positive des retraites peuvent permettre de mieux vivre, et de relancer la consommation des ménages, permettant ainsi une relance de croissance.

La campagne de sur le « coût du travail » orchestrée par le MEDEF ne vise qu'à culpabiliser les salariés et à permettre aux rentiers du capital de s'accaparer les richesses produites par notre travail.

Le 6 février 2014 soyons présents et agissons pour un pacte de RESPONSABILITE SOCIALE.

Il est de notre rôle en tant que communistes, membres du front de gauche d'éclairer nos concitoyennes et concitoyens sur les responsables de leurs malheurs. Il est important et c'est notre devoir, d'aider ,de soutenir les femmes et les hommes de gauche et de toutes conditions, déçus par cette politique en continuant toujours et encore le combat et en portant d'autres solutions.

Comme le dit Pierre Laurent : « il y a d'autres chemins, d'autres routes que celle qui mène au cul de sac vers lequel nous entraine la politique du gouvernement. »

JEAN MICHEL MIJEON